Embassy of the United States of America

Bujumbura, Burundi

15 Octobre, 2012

DISCOURS de
L'Ambassadeur Demetrios Marantis
Representant Adjoint au Commerce des Etats Unis

C'est un plaisir de vous voir tous ici aujourd'hui. Je viens d'avoir un entretien très productif avec Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice Président Gervais Rufyikiri, la Ministre du Commerce et de l'Industrie Madame Victoire Ndikumana et d'autres hauts cadres.

Je suis en Afrique cette semaine pour participer à la réunion des ministres du commerce de la Communauté Est Africaine à Nairobi et pour échanger sur la manière dont les Etats Unis et la CEA peuvent avancer davantage ensemble à travers le commerce et les investissements. Je suis venu au Burundi en préparation pour cette réunion pour discuter des possibilités pour faire avancer nos deux pays dans cette direction.

J'ai félicité S.E. le Deuxième Vice Président sur les grands pas que le Burundi a fait cette année pour améliorer son climat d'investissement. Nous avons également abordé l'importance d'une plus large intégration dans l'économie régionale et globale. Le Burundi fait déjà des avancées importantes dans ce domaine avec ses partenaires régionaux: le Kenya, l'Uganda, le Rwanda, et la Tanzanie. Les Etats Unis sont convaincus que l'intégration et l'harmonisation de son économie avec ses partenaires de la CEA créera un large marché de 135 million de personnes et une plateforme pour l'investissement qui est une des voies les plus prometteuses pour le Burundi afin d'élargir son économie et créer des opportunités pour sa population.

Nous sommes aussi ici pour explorer les relations commerciales et d'investissement entre les Etats Unis et le Burundi et comment nous pouvons faire croitre notre commerce. Quels produits le Burundi peut-il produire compétitivement pour la région et le marché américain? Pour le moment les Etats Unis n'importent presque rien du Burundi à part un peu de café, malgré le fait que presque toute les productions burundaises sont éligibles d'entrées hors-taxe sur le vaste marché américain à travers l'African Growth and Opportunity Act (AGOA en sigle).

Nous savons que les défis sont grands. Nous comprenons que le Burundi est un pays enclavé et que les couts du commerce sont élevés. Cependant d'autres pays enclavés exportent beaucoup plus vers les Etats Unis, et le Burundi le peut aussi.

Pour ce faire, nous devons tous nous mobiliser vers le même objectif. Le gouvernement burundais, les partenaires régionaux au sein de la CEA et les partenaires internationaux ont tous leur part à jouer. Je voudrais encourager le gouvernement burundais, y compris tous les ministères concernés à travailler avec le secteur privé pour créer une stratégie focalisée sur les quelques secteurs clés qui ont le plus grand potentiel d'exportation.

Si le gouvernement burundais, le secteur privé et le people burundais travaillent ensemble sur une stratégie nationale de développement qui donne priorité au commerce et à l'investissement, je suis certain que vous aurez plein succès.